



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

CONFERENCE DE PRESSE

ACCRA III : MOMENT D'INFLEXION STRATEGIQUE

I. TENSIONS, CRISES POLITIQUES GRAVES ET VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

Depuis la mort de Houphouët BOIGNY, tensions, crises politiques graves et conflits ont constitué le lot quotidien des populations ivoiriennes.

Les héritiers politiques de Houphouët BOIGNY ont érigé la ruse, la mauvaise foi et les manœuvres en mode de gestion des relations politiques. Les alliances succèdent aux mésalliances selon les contextes et les circonstances politiques. Les questions fondamentales qui divisent la classe politique et qui empoisonnent la vie nationale sont : la nationalité, l'éligibilité et le foncier rural qui n'ont jamais été abordés avec la volonté politique réelle de les régler, ni la manière sereine et sincère qui sied à la résolution de ces problèmes sensibles. En lieu et place, la démagogie et la mauvaise foi ont fait florès.

L'impact économique, politique et social est totalement désastreux : coup d'état du Général GUEÏ Robert en décembre 99, « élection calamiteuse » du Président GBAGBO en octobre 2000, coup d'état manqué du 19 septembre 2002 qui a abouti à la partition de la Côte d'Ivoire entre le nord contrôlé par les Forces Nouvelles de Guillaume SORO et le sud par les forces gouvernementales.

Tous ces événements ont été marqués par des violations graves et répétées des droits humains : massacres de Yopougon en octobre 2000, ainsi qu'à Man, Bouaké, Monokosohi, Daloa, Bangolo, sans compter les assassinats politiques commis régulièrement par des escadrons de la mort. Tout a culminé, ces derniers temps, avec les massacres qui ont suivis la répression de la marche des 25 et 26 mars 2004 où la commission d'enquête de l'ONU a identifié plus de 120 morts.

La justice ivoirienne n'a jamais été à la hauteur de sa tâche par rapport à la grave question de l'impunité. C'est à peine un euphémisme que de dire qu'elle a été totalement défailante.

II. LES NEGOCIATIONS SE SUIVENT ET SE RESSEMBLENT

Depuis la signature des accords de cessez-le-feu le 17 octobre 2002 à Bouaké, les ballets diplomatiques ont succédé aux négociations de paix et aux rechutes et autres accès fébriles ; à l'exception de quelques rares moments d'éclaircie avec la formation d'un gouvernement de réconciliation nationale et la participation des différents acteurs politiques qui a fonctionné cahin caha avec diverses infortunes.

Les négociations de Lomé qui ont fait suite au sommet extraordinaire d'ACCRA et aux accords de cessez-le-feu ont duré près de quarante cinq jours et ont

achoppé sur l'exigence, par les Forces Nouvelles, de la démission du Président Laurent GBAGBO.

C'est l'impasse des négociations de Lomé qui a amené Jacques CHIRAC à inviter les acteurs politiques à négocier à Linas Marcoussis du 13 au 24 janvier 2003 et au sommet de Kléber le 25 janvier 2003.¹

Les difficultés dans l'application des accords de Marcoussis/Kléber concernant l'attribution des ministères de l'Intérieur et de la Défense aux Forces Nouvelles ont conduit aux négociations d'ACCRA II dans la capitale ghanéenne les 6, 7 et 8 mars 2003. C'est à ce sommet que cette épineuse question a pu être résolue. Entre temps, manifestations hostiles, violences verbales ou physiques contre Marcoussis, l'ONUCI, l'Ambassade de France et contre la présence des Forces Nouvelles dans le gouvernement organisées par les jeunes patriotes proches du Président Gbagbo n'ont cessé d'empoisonner la vie politique, de créer des tensions et de bloquer toute volonté réelle de parvenir à une paix durable en Côte d'Ivoire.

Et c'est dans ce contexte délétère qu'interviennent l'assassinat de Jean Hélène, envoyé spécial de RFI en Côte d'Ivoire puis la disparition du journaliste franco-canadien Guy André Kieffer.

Suite aux impasses créées par le boycott du gouvernement et aux événements liés à la marche des 25 et 26 mars de l'opposition, de nouveaux ballets diplomatiques ont succédé à des sommets.

- Visite de Jean Marie Guéhenno, sous Secrétaire Général des Nations Unies Chargé des opérations de maintien de la paix qui rencontre tous les acteurs politiques ivoiriens au mois d'avril et celle du Président Nigérien M. Tanja Mamadou, Président de l'UEMOA.
- Le 20 juin sommet d'Abuja, qui réunit autour du Président Obasanjo, John Kufuor, Eyadéma et Gbagbo.

¹ Liste des partis politiques signataires des accords de Linas Marcoussis :

Pour le FPI, Pascal AFFI NGUESSAN,
Pour le MFA, Innocent Kobena ANAKY
Pour le MJP, Gaspard DELI
Pour le MPCCI, Guillaume SORO
Pour le MPIGO, Félix DOH
Pour PDCI-RDA, Henri Konan BEDIE
Pour le PIT, Francis WODIE,
Pour le RDR, Alassane Dramane OUATTARA,
Pour l'UDCY, Théodore MELEG
Pour l'UDPCI, Paul AKOTO
Le Président, Pierre MAZEAUD

III. JAMAIS UN ÉTAT AFRICAIN N'A SUSCITE AUTANT D'INTERET DE LA PART DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

Le parrainage des accords de Linas Marcoussis a vu l'implication des Nations Unies, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine, de la CEDEAO et de la Francophonie. Aujourd'hui, Koffi Anan a un représentant en la personne de Albert TEVODJERE, la francophonie en celle de Lansana Kouyaté et pour l'Union Africaine, André Salifou. La CEDEAO voit la question ivoirienne lui échapper au profit de la CEMAC, avec en première ligne le Président gabonais Omar Bongo ONDIMBA.

Au dernier sommet de l'Union Africaine, trois organes ont délibéré sur la question de la Côte d'Ivoire : le Conseil de Paix et de Sécurité lors de sa dixième session du 25 mai 2004 à Addis Abeba et sa douzième session du 4 juillet 2004, à la réunion du Conseil des Ministres de la CEDEAO, préparatoire au sommet de l'UA et enfin la réunion de haut niveau sur la Côte d'Ivoire, tenue en marge du sommet à l'initiative du Secrétaire des Nations Unies avec la participation du Président ivoirien, du Bénin, du Burkina-Faso, du Gabon, du Ghana, du Mali, du Nigeria, du Premier Ministre du Togo et du Secrétaire Exécutif de la CEDEAO.

Enfin au plan militaire l'effectif des soldats déployés sur le terrain est de 3081 composés des soldats de la MUNICI et de l'ECOMICI.

IV. IMPACTS DU CONFLIT DANS LES PAYS DE LA SOUS REGION

Ce conflit a eu des effets totalement néfastes au plan politique, économique, humain. Il n'est pas exagéré de reconnaître que le seuil de tolérance dans la dégradation des relations entre la Côte d'Ivoire et ses voisins a été atteint (Burkina Faso, Mali, Niger). Ces pays qui faisaient leur transit par les ports d'Abidjan et de San Pedro ont eu de sérieux problèmes économiques, politiques et sociaux qui y sont liés.

Sans compter le Libéria où le programme de reconstruction et de remobilisation est dans l'impasse faute de moyens financiers. Sur les 500 millions de Dollars prévus par le programme seuls 60 millions ont été décaissés. L'Union Africaine elle-même n'a pas encore versé sa cotisation. Si jamais il y a rechute au Libéria, il faut craindre le pire avec l'effet domino.

La Guinée Conakry se trouve dans une impasse politique totale. Nul n'ignore la bombe à retardement que constitue la guinée forestière, un terreau fertile à la circulation des armes, des mercenaires et des enfants soldats.

V. ACCRA III : POINT D'INFLEXION STRATEGIQUE

Avec ACCRA III, nous assistons à un moment d'inflexion stratégique sur la crise en Côte d'Ivoire car ce sommet est celui de la « dernière chance » pour les raisons qui tiennent aux difficultés suivantes :

- Du succès ou de l'échec de ces négociations dépend l'organisation des élections de 2005 ;
- Le comportement des « patriotes » de tout bord qui soutiennent GBAGBO et qui considèrent les accords de Marcoussis comme un coup d'état ;
- L'équation Simone GBAGBO, la présidente du groupe parlementaire FPI, très influente dans son parti et dont les sentiments pour les accords de Marcoussis ne sont un secret pour personne ;
- Les députés FPI qui ont fait obstruction à l'adoption des lois sur la nationalité et l'éligibilité contraignant Madame Henriette Diabaté, Ministre de la justice, à retirer son projet de loi ;
- Les problèmes internes survenus au sein des Forces Nouvelles avec le conflit de leadership entre les partisans de Ibrahim COULIBALY (IB) et ceux de Guillaume SORO. Les affrontements violents entre les deux partis, les 20 et 21 juin à Bouaké et Korhogo ont fait plus de 20 morts et plusieurs blessés.
- les tentations des Forces Nouvelles à faire cession ;
- Le chômage chronique des jeunes ;
- Le rôle de l'argent : depuis Félix Houphouët BOIGNY, les fonds politiques du Président ivoirien sont parmi les plus élevés du monde, environ 42 milliards de francs CFA par an.

Au regard de ces énormes difficultés et compte tenu de ce moment crucial d'inflexion stratégique qui place gravement les Nations Unies, l'Union Africaine, la CEDEAO, la CEMAC mais aussi le Président Laurent GBAGBO et le G7 devant leurs responsabilités historiques : faire du sommet d'Accra III le lieu du règlement définitif du conflit ivoirien.

La RADDHO appelle :

- Toute la classe politique ivoirienne à un sursaut national de nature à sauver la Côte d'Ivoire d'une dérive qui peut s'avérer fatale ;
- A aborder cette négociation avec toute la responsabilité, toute la sincérité et toute la bonne foi que requiert ce moment d'inflexion stratégique. ACCRA III doit résoudre les questions nodales qui cancérissent la vie politique ivoirienne et qui ont pour nom : désarmement, code de la nationalité, éligibilité, code foncier et réunification de la Côte d'Ivoire ;

- L'ONU et la communauté africaine à prendre toutes les mesures requises contre les personnes et les groupes qui, par leur comportement, continuent à compromettre la paix, à prendre en otage les populations ivoiriennes et à mettre en péril la sécurité, la stabilité et la paix dans la sous région. Il faut qu'ACCRA III soit impérativement le dernier sommet et que les accords de Marcoussis soient mis en œuvre sans délai et sans condition.

La RADDHO invite le sommet à ne pas occulter les obligations des acteurs pour une sortie de crise en Côte d'Ivoire :

- Obligation de vérité
- Obligation de réconciliation
- Obligation de justice
- Obligation de réparation
- Obligation de mémoire

Le moment stratégique est venu pour la Côte d'Ivoire d'inverser la tendance mondiale à l'afro pessimisme et de donner raison à Alpha Oumar Konaré, Président de la Commission Africaine qui affirme qu' « Africa is back » (l'Afrique est de retour.)

Le Secrétariat Général
Fait à Dakar le 28 juillet 2004